

Le boom de l'immobilier fait tourner l'économie

Le secteur de l'immobilier est en plein boom. Du coup, les affaires tournent à plein régime pour les exploitants de graviers et moellons, les transporteurs, les exploitants des bois, les menuisiers, les maçons, les quincailleries. Tous y trouvent leur compte... seul l'environnement dégradé par les carrières en pâtit.



Un hôtel au centre ville de Kisangani © Mongongo

Depuis trois ans, l'ouverture de la ville de Kisangani au marché de l'Est a relancé le secteur immobilier. De maisons sortent de terre dans tous les quartiers. Même les moins nantis s'efforcent de construire une petite mai-

son. Des investisseurs nationaux et étrangers bâtissent des hôtels, des particuliers leurs maisons d'habitation. Les fournisseurs des moellons, sable, graviers font de bonnes affaires. Des carrières d'exploitation naissent ou sont relancées dans tous les coins de la ville. La réhabilitation de la voirie urbaine, des écoles,.... dans

Les commandes sont souvent de 5 m³ minimum. Un m³ de sable coûte 4 \$, de gravier 8 \$ et de moellons 10 \$. Certains constructeurs achètent en avance la production d'une carrière pendant un ou deux mois. "J'ai un contrat pour fournir 300 m³ des sables à un chantier sur la route Bangboka", précise Freddy exploitant. Casser les pierres pour avoir les moellons n'est pas de tout repos. Les jeunes gens doivent, à l'aide de gros marteaux, casser des grosses pierres. "Nos mains sont devenues très dures comme des roches. Nous extrayons 10 m³ par jour pour faire face à la demande", témoigne Vicky, un jeune creuseur de 17 ans. Sous un soleil accablant, des jeunes (communément appelés boulonneurs) torses nus, et fort motivés, creusent et lavent sans relâche les limonites. Mais cette exploitation effrénée a son revers. L'environnement en pâtit durement. Ainsi une carrière située à Simi-simi, a creusé de grands ravins, des palmiers et arbustes ont été coupés. Au Pk 8 sur la route Simi-Simi, on dirait que la zone a été ravagée par des éléphants. Là, deux carrières sont exploitées et plus aucun arbre n'est visible. Tous sont à terre. "A force de creuser, le sol se fragilise les arbres et palmiers cèdent d'eux-mêmes", témoigne un creuseur.

Transporteurs, maçons, quincailleries,... en nombre Les transporteurs également se frottent les mains. Ils sont payés entre 35 et 50 \$, la course pour acheminer ces matériaux à destination. Ils sont ainsi nombreux à avoir acheté des camions bennes de marque Fuso pour se lancer dans ce transport lucratif.

L'autre secteur corollaire en ébullition est celui des quincailleries. Bêches, houes, fils électriques, loquets, peintures,....sont prisés. Et ces magasins naissent dans tous les coins. Les exploitants

A LIRE EN PAGE...

2

- La commune de Kabondo va bientôt retrouver la lumière
- Commune de la Tshopo : assassinats et vols à mains armées

3

- Reportages de quartier

4

- LA VILLE EN BREF
- Publi-reportage

5

- Risquer sa vie en voyageant perché sur des camions surchargés
- ECHOS DE PROVINCE

6

- Site H : la très dure vie des veuves militaires
- Vendre des habits usagés, un commerce en vogue

7

- Mambi ma botongi makomi kotambwisa misala mpe kopesa mosolo
- Site H : nkpokoso mpo y'ebikeleli ya basi ya basoda bakufela babali

8

- Safari ya hatari juu ya camions yenye mizigo tele
- Mtaa wa Kabondo umepata umeme



Une carrière de graviers à Mangobo © Mongongo

le cadre de 5 chantiers (programme du gouvernement) accentue la demande en matériaux de construction. Chaque jour, plusieurs dizaines de camions bennes prennent d'assaut les différents sites d'exploitation pour ravitailler les chantiers de construction. "Nous recevons plus de cinq camions par jour qui viennent acheter des graviers, limonites ou sable", témoigne un exploitant.

des bois et les menuisiers sont également à l'affût de ce marché. Les ingénieurs et surtout les jeunes maçons et autres ouvriers qui touchent de 3 à 5 \$ par jour sont toujours à l'affût de nouveaux chantiers. Même le nombre d'étudiants à l'Institut du bâtiment et travaux publics (IBTP), qui jadis n'attirait pas les jeunes, est en hausse.

Christian Uzilo

La commune de Kabondo va bientôt retrouver la lumière

Les habitants de certains quartiers de Kabondo seront les premiers à sortir du noir. De câbles électriques vétustes y ont été remplacés grâce à la Coopération technique belge. D'autres communes suivront. Changer la turbine numéro 1, moderniser la gestion de la clientèle, améliorer la maintenance sont les autres projets de la SNEL pour mettre fin au délestage.

C'était la joie samedi 11 février dans certaines avenues de la commune Kabondo lorsque la Société nationale d'électricité (Snel) a fait un lancement d'essai du courant. Au grand étonnement et à la grande joie de la population qui, depuis plus de cinq ans n'a pas le courant en permanence. C'est le résultat des travaux de remplacement des câbles vétustes – ils datent des années 1930 à 1950 - par l'entreprise CEGELEC avec le financement de la Coopération technique belge (CTB). Des branchements illégaux (appelés pirates) sont aussi en train d'être supprimés. Les habitants d'autres communes attendent impatiemment leur tour. Mais déjà le maire de la ville déplore le vol de câbles, sable et autres matériels destinés aux travaux. Les habitants de cette commune avaient perdu l'habitude d'acheter des congélateurs, fers à repasser et téléviseurs faute de courant. Les rares qui en avaient, ne pouvaient pas les utiliser. Ceux qui avaient de moyens avaient quitté Kabondo pour Makiso. Aucune activité économique rentable n'était possible. Les groupes électrogènes servaient seulement pour les grands rendez vous des matchs ou actualités politiques. De nombreux incendies dus à la mauvaise conservation de l'essence étaient aussi enregistrés. Ne pouvant alimenter toute la ville, la Société nationale d'électricité (SNEL) privilégie les entreprises de production et certains quartiers du centre ville.

Payer ses factures pour améliorer le réseau

L'entreprise a engagé 80 à 100 ouvriers qui déterrent les câbles protégés par des tuyaux en métal très rouillés. Ils les remplacent par de nouveaux câbles protégés par des gaines en plastique enterrés à 80 cm à un mètre de profondeur. Jusqu'alors, seules les parties des câbles abîmés étaient remplacés, ce qui était souvent source d'accidents. Selon le directeur de la SNEL, "en tant qu'en-

treprise de l'Etat, la SNEL n'a pas le moyens de remplacer tous ces câbles depuis des années car cela coûte des millions. Or, la SNEL travaille à perte car ses abonnés s'acquittent difficilement de leurs factures". Au terme du projet, la SNEL changera la manière de recouvrer les factures auprès de ses abonnés en modernisant la gestion de la clientèle. Des Centres de vente et des services (CVS) dotés de services techniques de dépannage remplaceront les agences commerciales. Il y en aura à Kabondo, à Makiso, à la Tshopo, à Mangobo.

Le délestage ne finira pas pourtant

Le changement des câbles fait partie d'un vaste projet qui comprend aussi le remplacement de la turbine N°1 de la centrale hydroélectrique de la Tshopo, à l'arrêt depuis une décennie pour augmenter la production d'électricité ; la réhabilitation partielle des réseaux de moyenne et basse tension qui apporte l'énergie aux habitants. Le projet promet de remplacer la centrale numéro 3 en ruine elle aussi depuis une décennie. Par conséquent la puissance du courant électrique dans la ville passera de 13 mw à 20 mw pour une population estimée à 1,5 million d'habitants.

Mais pour le directeur de la SNEL, le pro-



Une cabine électrique à la commune Kabondo © Mongongo

blème de délestage décrié par la population Boyomaise ne sera pas résolu totalement au terme de ce projet mais les délestages seront sensiblement réduits. C'est ainsi que l'entretien de la centrale numéro 3 après 1000 h de fonctionnement nécessite quatre à six heures car la machine a besoin de repos pour se refroidir. Il faut délester durant quelques heures. Selon Alain Nubourgh, chef technique à la CTB, le présent projet n'a pas comme objectif de remplacer tous les câbles vétustes de Kisangani ni de couvrir en électricité tous les quartiers périphériques encore dans l'ombre : 170 kilomètres de lignes moyenne tension et 320 kilomètres de lignes basse tension seront réhabilités. C'est un appui ponctuel, la SNEL fera le reste.

John Sindani

Commune Tshopo : assassinats et vols à mains armées

Depuis quelques mois, la commune Tshopo vit dans un climat d'insécurité croissante. Début février, un homme d'affaires a été assassiné sur la 5^{ème} avenue vers 19h 30. Les premiers éléments d'enquête parlent d'un règlement de compte. En octobre 2011, cette commune a été dans l'émoi avec l'assassinat, sur la véranda de la maison familiale (13^{ème} avenue) la nuit, de Kwezi, joueur talentueux de Nika, une équipe locale de foot. Quelques mois avant, c'est le corps sans vie d'un homme qui est ramassé le matin sur la 5^{ème} avenue selon un officier de police. Cette insécurité tend à se généraliser dans les autres communes.

De nombreuses autres agressions à l'arme blanche (machette) sont enregistrées. Ces malfaiteurs opèrent de plus en plus sur des motos, se faisant passer pour des taximen. "Dans la nuit du 8 de février vers 21 h, j'ai été bousculé par des hommes armés de couteaux au croisement de la route Buta et la 8^{ème} avenue de la commune Tshopo. L'un d'eux a sauté sur moi et a arraché mon sac. J'ai voulu me battre mais ils m'ont menacé avec un couteau et ils sont vite partis", témoigne Hélène Mastaki, une journaliste. Le chef de quartier du stade, Freddy Lomana, affirme que des groupes de bandits opèrent entre le rond point de l'Institut Maele jusqu'à la 13^{ème} avenue sur la route Buta et entre la 1^{ère} et la 15^{ème} avenue sur la route goudronnée. Ils sont armés de machettes communément appelées (Tramontina) et se font passer pour des motards. Lors du café presse organisé par Médias pour la paix et la démocratie (Mepad), le maire de la ville Augustin Osumaka a indiqué que le comité provincial de sécurité s'emploie à contenir cette insécurité, due selon lui, à l'ouverture de la ville de Kisangani aux autres provinces et territoires. La mairie demande à la population de ne monter que sur des taxis numérotés.

Félix Abosa



Le Journal Mongongo vous réserve cet espace à un prix défiant toute concurrence pour faire connaître vos produits, votre travail, votre cabinet d'expert, vos publications ... c'est aussi un espace pour souhaiter des anniversaires de naissance, de mariage, ... ou présenter des vœux à vos proches, amis, connaissances, partenaires, ...
Contactez nous au 081 587 76 37, 085 338 93 25

La rédaction du Journal Mongongo souhaite un heureux anniversaire à la Radio Okapi qui fête ses 10 ans d'existence. Que cet exemple de professionnalisme et de diversité d'opinions de différents courants politiques, économiques, sociaux et culturels s'enracinent dans l'espace médiatique Congolais.



Reportages de quartier

Les déplacés de Simisimi peinent à reprendre une vie normale

Je recommence la vie à zéro ici à Segama alors que j'avais déjà une maison à Simisimi d'où nous avons été chassés", se plaint Marie Mambuko, mère de neuf enfants. Tous passent nuit dans une maison d'une seule pièce en bambous et inachevée. Depuis juin 2011, 96 ménages ont été déguerpis de la concession des prêtres du Sacré cœur à Simisimi. Certains ont été délocalisés dans le quartier Segama au fin fond dans la commune Mangobo, d'autres derrière les prêtres mais dans un endroit détruit par les ravins de carrières de sable et gravier et le troisième groupe tout près de l'aéroport de Simisimi dans une étendue donnée cette fois définitivement par les mêmes prêtres. Difficile pour ces familles de vivre normalement dans un quartier trouvé à l'état de nature. Pas de route, pas d'avenue, pas d'eau mais encore d'électricité. Tous devaient commencer par construire de nouvelles habitations sur le lieu. Mais dépourvu de moyens, certains dorment presque à la belle étoile. A l'entrée du quartier Segama, des herbes et du sable envahissent la petite route. Même la moto a du mal à rouler. Il faut au moins quinze à vingt minutes de marche pour atteindre "Mugulu ya mboloko", cette nouvelle cité perdue. "Lorsqu'il pleut, toutes les maisons sont inondées", témoigne Naomi Tshela habitante de ce quartier. Le quartier ne dispose non plus d'un dispensaire de secours. Selon Mambo Bahati, président de l'association "Union fait la force de la cité saint Gabriel", certaines femmes étaient même violées lorsqu'elles allaient chercher de l'eau. Regroupés dans cette association, les jeunes tracent des ruelles dans les avenues.

Ceux qui habitent derrière la concession des Prêtres, n'arrivent pas à construire normalement à cause des trous laissés par les carrières. Les eaux qui y stagnent, favorisent la multiplication des moustiques.

Natacha Kongolo

L'attroupement de curieux devant les kiosques de vente des disques bloque le passage

Sur le boulevard du 30 juin, à l'entrée de l'hôtel "le chalet", une foule de jeunes s'agglutinent devant un kiosque de vente des CD pour visionner le nouvel album de Koffi "abracadabra" ou le documentaire "qui a tué Kabila?". Piétons, taximen avec leurs vélos et motos bloquent presque la moitié de la route. Tous très concentrés, ils ne se soucient guère de faire passer les camions. Ce spectacle est devenu courant dans la ville depuis la prolifération de maisons de disques. Faute d'argent pour acheter ces cd ou de courant pour les voir à la maison, ces jeunes préfèrent voir les nouveautés diffusées sur les écrans de ces "cinémas" de rue qui mettent le son à tue-tête pour alerter les potentiels acheteurs.



Selon un policier, ce sont le plus souvent de jeunes villageois qui veulent découvrir l'ambiance de la ville. Deo Poussa, un policier de roulage au rond point Espace 3000, explique que si les gens traînent sur la voie publique en train de regarder les films, c'est déjà un mauvais stationnement qui est punissable par la loi. En outre, ils occupent les voies publiques créant des risques d'accident.

Armand Kitoko, stagiaire /Unikis

Quartier Motumbe : le pont Kabondo a cédé



Dimanche 12 février, un taximan moto transportant une femme et son enfant a terminé sa course dans la rivière Kabondo. Il roulait sur le pont qui porte le même nom au quartier Motumbe au Plateau Boyoma. C'est en octobre 2011 que ce pont a cédé, son armature s'est détachée de la terre. A chaque pluie, les maisons et toute la voie sont inondées. Difficile de passer pour plus de 10 000 habitants de ce nouveau quartier en plein essor. La charge de gros véhicules qui transportent limonites, sable... pour les chantiers de la ville a affaibli ce pont initialement conçu pour de petits tonnages. En attendant les pouvoirs publics, les habitants tentent de poser des sacs des terres comme digues.

Armand Kitoko, stagiaire /Unikis

Commune Mangobo : un pont non achevé, l'eau inonde les maisons

Situé non loin de l'église Assemblée chrétienne, en face du bureau administratif de la Commune Mangobo sur la route principale qui mène vers la Société textile de Kisangani (SOTEXKI), le pont communément appelé "Medard Aucai", du nom du gouverneur reste inachevé. L'eau déborde de son lit quand il pleut. Les maisons voisines sont inondées tout le temps et les habitants perdent tous les biens. Erosions et accidents sont nombreux. Depuis 2010, la construction de ce pont peine à se terminer. En 2010, l'ong du député provincial Salumu a gagné le marché de sa réhabilitation sur les fonds du gouvernement provincial. Mais les travaux ont traîné et étaient peu satisfaisants. Le gouvernement provincial a repris les choses en main. Mais seule une partie de ce pont a été réhabilitée.

Armand Kitoko, stagiaire /Unikis



LA VILLE EN BREF

Elections : vaincues aux législatives, les femmes s'autocritiquent.

Samedi 25 février, dans la salle de Gradi- Jeunes, sous l'initiative de Pole Action Genre et Election (PAGE), une centaine de femmes de partis politiques, des associations et les candidates malheureuses des législatives nationales de 2011 ont réfléchi sur les causes à la base de l'échec de la femme. Aucune femme n'a été élue parmi les cinq députés de Kisangani. Les femmes ont relevé le contexte politique et électoral difficile caractérisé par le vote alimentaire. Les électeurs exigeaient de cadeaux et argent qu'elles n'avaient pas. Rares sont ceux qui écoutaient le projet de société. Certains partis politiques ont donné de l'argent et du matériel de campagne aux candidates mais pas à la hauteur de l'enjeu politique. Pour de nombreux observateurs, les femmes se sont révélées aux électeurs tardivement, n'ont pas suffisamment vendu leur image et ont manqué de moyens financiers adéquats pour battre campagne. Elles n'ont également pas bien organisé leurs directoires de campagne. Des conflits mesquins entre femmes, les préjugés et coutumes ont amoindri leurs chances.

Samedi 18 février : La Fondation congolaise pour les droits humains (FOCDP) a organisé en partenariat avec le bureau Genre de la Monusco, une journée de réflexion avec les femmes sur la résolution 1325. Cette résolution recommande aux membres des nations unies d'associer les femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends.

André Kito, président de la FOCDP a invité les femmes à s'engager dans la résolution du conflit post électoral dans le pays en proposant des voies de sortie. Elles ne doivent pas attendre qu'on les appelle mais anticiper pour compter. Selon Niki Imayondo, une oratrice, la femme de Kisangani peut s'inspirer de l'arbre à palabre africain pour résoudre les conflits. Car lorsque un conflit éclate, les femmes et les enfants sont les premières victimes.



Publi-reportage/Environnement : des agents formés sur les négociations des cahiers des charges entre les communautés et les exploitants

Du 25 au 26 février, 30 agents de la Coordination Provinciale de l'environnement, les superviseurs territoriaux de l'environnement et les acteurs de la société civile environnementale ont été formés par le Consortium : Egis Bdpa, FRM, Okapi environnement, GCT et CODELT pour faciliter les négociations entre les concessionnaires forestiers et les communautés locales en vue de la signature d'un accord portant sur la clause sociale. Il s'agit d'aider les communautés locales à négocier gagnant - gagnant avec les exploitants forestiers. Dix titres forestiers sont retenus dans la province orientale pour ce mandat de 4 mois pour les territoires de (Basoko, Yahuma, Isangi, Banalia, Bafwasende, Ubundu, Opala, Mambasa). Chaque territoire était représenté par son superviseur de l'environnement. Et ce consortium entend accompagner les communautés à signer des cahiers de charges qui profitent aux milieux d'exploitation.



Selon l'article 7 de la loi 028 portant le code forestier, aucun titre d'exploitation forestière ne peut être alloué à un exploitant forestier sans signer un cahier de charges avec la communauté locale. La communauté a la liberté de choisir le type d'infrastructure sociale (école, route, hôpital, eau,.... «Des besoins exprimés doivent être réalistes et constituer la priorité de la communauté», ont déclaré Augustin Mpoyi et Mustapha ASSANI, les formateurs. Dans ces négociations, l'exploitant et la communauté doivent également statuer sur les modalités d'usage de la forêt par la communauté locale pour les activités champêtres, ou l'utilisation des bois à usage domicile (fabrication des braises, pirogue, mortier, meubles...). Ce n'est qu'après la signature du cahier de charges que le ministère de l'environnement et conservation peut autoriser l'exploitation. Ce qui n'était pas le cas avant. Les agents formés vont encadrer la communauté dans la signature des cahiers des charges avec les exploitants.

Savez-vous que la fonction de député est incompatible avec ? L'article 108 de la Constitution du 18 février 2006 tranche

Le mandat de député national est incompatible avec le mandat de sénateur et vice-versa. Le mandat de député ou de sénateur est incompatible avec les fonctions ou mandats suivants :

1. membre du Gouvernement ;
2. membre d'une institution d'appui à la démocratie;
3. membre des Forces armées, de la police nationale et des services de sécurité ;
4. magistrat ;
5. agent de carrière des services publics de l'Etat;
6. cadre politico-administratif de la territoriale, à l'exception des chefs de collectivité, chefferie et de groupement ;
7. mandataire public actif ;
8. membre des cabinets du Président de la République, du Premier ministre, du Président de l'Assemblée nationale, du Président du Sénat, des membres du Gouvernement, et généralement d'une autorité politique ou administrative de l'Etat, employé dans une entreprise publique ou dans une société d'économie mixte ;
9. tout autre mandat électif.

Le mandat de député national ou de sénateur est incompatible avec l'exercice des fonctions rémunérées conférées par un Etat étranger ou un organisme international

ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso
- Mail : journal_mungongo_kis@yahoo.fr
- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.
- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.
- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France
- Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31
- Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier
Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40
IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX
ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

Risquer sa vie en voyageant perché sur des camions surchargés

De nombreux voyageurs circulent dans des conditions effroyables et au péril de leur vie au dessus de montagnes de marchandises dans des camions surchargés. Au mépris des lois dont les agents commis pour les surveiller ne font pas respecter.

Une quinzaine de personnes sont perchées en équilibre précaire sur un camion débordant de marchandises surmontées d'un véhicule qui s'apprête à quitter le parking de la 13^{ème} avenue dans la commune Tshopo un soir de février. On y voit une maman et son enfant qui ne savent pas où se tenir. Sur les côtés, sont attachés de vélos, des mousses et bien d'autres articles. Cette scène est quotidienne dans les parkings à l'arrivée comme au départ des véhicules de Lubutu, Butembo, Beni, ... et d'Ubundu sur la rive gauche du fleuve Congo. Sans souci de leur sécurité, les passagers préfèrent s'entasser sur ces camions pour ne pas payer cher le bus confortable avec des places assises. Un bus coûte 40\$ entre Kisangani et Butembo et un camion Fuso 20 \$.

On ne compte plus les accidents. "L'excès de vitesse, les collisions avec les bêtes en divagation, l'ignorance du code de la route, l'ivresse mais aussi les eaux stagnantes occasionnent les accidents", explique un chauffeur qui fréquente la route Banalia. Débarquant d'un véhicule en provenance de Beni, Justin (qui remercie son Dieu d'être arrivé sain et sauf) raconte que le véhicule a fait marche arrière à 130 km de la ville sur une montagne avec des passagers sur les marchandises. Heureusement rien de mal n'est advenu cette fois.

Pourtant, la note circulaire n°409/CAB/MIN/TVC/004/2011 du 08 juin 2011 portant mesures urgentes d'assainissement et de prévention d'accident dans le secteur de Transports en RDC stipule en son article 21 que tout véhicule surpris en surcharge au delà des limites de la carrosserie doit être arrêté et déchargé sur le lieu en payant des fortes amendes. Elle interdit également à tout transporteur de charger de manière à porter le danger à la vie humaine et à causer des dommages à des propriétés publiques ou privées. La loi interdit aussi de transporter des passagers dans des véhicules qui ne sont pas appropriés.

Le gain avant la sécurité

Mais même dans les bus confortables, le

nombre de passagers dépasse celui des places assises. Et, il y a trop de bagages. Les gens s'entassent comme des sardines. "On paie pour être assis sur un siège, mais on se retrouve à deux y compris des bagages. Ce qui restreint notre liberté de mouvement. On garde la même position du lieu

également des voyageurs inconnus par les propriétaires. "Ces sommes nous permettent de payer à des barrières érigées par certains agents de l'ordre sur le trajet" explique Pascal, un chauffeur habitué de la route Goma –Kisangani.



Un camion surchargé sur la route Ituri © Mongongo

de départ jusqu'à l'arrivée et voilà on a les pieds gonflés" raconte un jeune passager. "Ce bus, c'est mon champ (mon unité de production). Personne ne peut m'empêcher d'embarquer de gens", rétorque un chauffeur visiblement énervé par notre question. La note circulaire oblige tout transporteur à respecter le nombre de places assises dans les bus. Pour Patchimoni, un membre de l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO), "on les laisse dans ces conditions de surcharge afin qu'ils récupèrent l'argent gaspillé par les tracasseries de divers services de l'Etat depuis le parking, le long de la route jusqu'à l'arrivée".

Les propriétaires de véhicules privilégient les marchandises et les recettes. La sécurité des hommes n'est pas leur priorité. Le long du trajet, les convoyeurs embarquent

Trop de services, aucun contrôle

Pourtant à chaque parking et barrière sur les routes, on trouve de nombreux services de l'Etat : direction générale des Migrations (DGM), service de Transports et voies de communication, direction générale des Impôts (DGI), l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO), la police de roulage... ils se contentent de percevoir des recettes sans appliquer les règlements. "Les services de l'Etat ne voient que leurs intérêts, ils ne contrôlent pas le vrai tonnage des camions", pointe du doigt un voyageur sur un camion. La division provinciale des Transports et voies de communication dit manquer de moyens pour appliquer les règlements.

Armand Makanisi, Christophe Tabantu et Flora Amwanga

ECHOS DE PROVINCE

Territoire de Lubutu : le départ de MSF inquiète les habitants

Le 18 mars, Médecins sans frontières (MSF) va se désengager de l'hôpital général de Lubutu qu'il a pris en charge pendant cinq ans. Pendant toutes ces années, les malades étaient soignés sans déboursier un seul franc. Le malade et son garde étaient également nourris. Certains médecins étrangers administraient également des soins. Les malades venaient de partout et de Kisangani pour fréquenter cet hôpital. MSF laisse un hôpital bien équipé, 300 lits, un appareil d'échographie, un service de radiologie, ... et un personnel bien formé. La structure reviendra entre les mains du ministère de la Santé. Habités à la gratuité, les observateurs se demandent si les populations accepteront facilement de payer désormais les soins. Le risque de retour à la médecine indigène est grand.

Jean Luc Lifaefi

Flambée des prix sur le marché

Depuis deux mois, les prix des denrées alimentaires grimpent sur le marché. Ils sont passés du simple au double (le riz de 250 fc à 500 fc, l'huile de palme de 300 à 800 fc). Les récoltes, les champs sont dessé-

chés par la saison sèche. L'autre grande raison est les habitants ont tourné le dos à l'agriculture pour exploiter des matières précieuses (diamant, or, cassitérite...) qui rapportent beaucoup.

Toujours à Lubutu, Cette saison sèche a également asséché les puits. Les femmes (des quartiers Panama et administratif) se réveillent tôt en groupes, parcourent 2 km et font la file à l'unique puits d'eau MSF. Un bidon de 20 litres revient 500 fc contre 200 fc en temps normal.

Jean Luc Lifaefi

Bunia

Jeudi 23 février : vingt et un détenus se sont évadés de la prison de Bunia. Les policiers de garde ont rattrapé trois d'entre eux. Ces fugitifs ont profité de la forte pluie qui s'est abattue sur la ville pour escalader les murs. Mais cette prison est surpeuplée et les pensionnaires souffrent de faim. Construite pour 200 prisonniers au départ, elle en héberge aujourd'hui 1031. Certains manquent des cellules et passent nuit dans les couloirs exposés aux intempéries. Pour le Procureur, il y a une grande présence de prisonniers militaires et policiers qui incitent les détenus à s'évader.

Jean Muhemedi

Site H : la très dure vie des veuves des militaires

Les veuves de militaires s'insurgent contre les très maigres primes qu'elles perçoivent. Elles vivent, en effet, dans des conditions très dures et ont du mal à élever et scolariser leurs enfants.

Lundi 13 février, une cinquantaine de veuves de militaires, leurs enfants et petits enfants ont organisé un sit-in devant le site H (un hôpital inachevé dans la commune Mangobo) pour protester contre la modicité de leur prime. Leurs maris sont tombés sur les champs de batailles et elles ont du mal à nouer les deux bouts. Elles préfèrent que leur prime soit désormais payée par le ministère de la Défense et non le ministère des Affaires sociales. *“Le ministère des Affaires sociales est fait pour les pauvres et non pour les veuves de militaires. A part le salaire de chaque fin de mois, nous n'avons aucun autre avantage de la part de ce ministère, ni bêtes, ni houes, ni machettes. Il y a des vivres et autres biens qui arrivent au ministère, on les donne seulement aux autres pauvres et pas à nous”*, explique Maman Louise Isobela, la représentante de veuves.

Jean Marie Lofalata Wilombo, chef de bureau, services généraux à la division des affaires sociales clarifie les choses. *“C'est depuis 2006 que les veuves militaires sont virées aux affaires sociales. Elles sont prises en charge par un financement de la Banque mondiale jusqu'au jour de leur rapatriement. C'est une erreur de vouloir rentrer au ministère de la Défense car rien n'est prévu pour elles là-bas”*. Au total 2 706 veuves relèvent de cette division pour près de 33 millions de francs congolais par mois.

Selon le lieutenant Kawaya, attaché de presse de la 9^{ème} région militaire, les veuves des militaires ne sont pas des militaires pour réclamer la prise en charge par le ministère de la Défense. Officiellement, il est reconnu que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) virent les primes des familles des militaires décédés au ministère des Affaires sociales. Selon lui, ces femmes bénéficient des avantages reconnus aux vulnérables et reçoivent des aides ponctuelles lors des fêtes par exemple. Il estime pour sa part que les représentantes de ces veuves détourneraient ces aides. Ce qui crée des remous.

Une précarité sans nom

Ces veuves touchent entre 21 500 et 12 000 Fc chacune, selon le grade de son défunt mari. Ces modiques sommes ne leur permettent pas de scolariser, soigner et nourrir leurs enfants. Ces veuves ont choisi cet hôpital inachevé pour s'abriter. Les grandes salles de cet hôpital inachevé servent des chambrettes séparées des morceaux des cartons et des habits en lambeaux. Certains enfants dorment à même le sol et sans moustiquaire. La toiture suinte lorsqu'il pleut. Des lambeaux d'habits couvrent des toilettes de fortune. Elles ramassent des brindilles et morceaux de bois par ci et par là pour cuire les aliments. La braise est une denrée rare ici. Il n'y a qu'un robinet pour environ 300 personnes. Elles font la queue pour puiser de l'eau. Pour trouver de quoi mettre sous la dent, ces femmes font des petits boulots dans la ville : désherbage des parcelles, domestique... Les enfants ne vont pas à l'école. *“J'ai cessé d'enseigner à l'E.P. Umuja cette année car les enfants des veuves des militaires ne parviennent pas à payer la prime. Leurs mamans sont sous payées”*, explique Maman Gulu, une maîtresse de cette école situé au site H dont les enseignants ne sont pas encore pris en charge par l'Etat.

John sindani

Payé selon le grade

Ces femmes sont payées selon les grades de leurs maris. Un colonel touche 21 508 fc. Major : 18 127 fc. Capitaine : 17 049 fc. Lieutenant : 15 974 fc. Sous-lieutenant : 15 213 fc. Adjudant chef : 14 832 fc. Adjudant première classe : 14 638 fc. Adjudant deuxième classe : 14 445 fc. Premier sergent Major : 14 150 fc. Sergent Major : 13 953 fc. Premier sergent : 13 461 fc. Sergent : 12 674 fc. Caporal : 11 336 fc. Soldat deuxième classe : 10 826 fc.

J.L.

Vendre des habits usagés, un commerce en vogue

De nombreuses filles, surtout de filles-mères circulent en ville pour vendre des habits usagés. Une activité qui leur permet de gagner honnêtement leur vie mais elles sont souvent harcelées et prises pour des prostituées. Elles aimeraient que leur métier utile soit respecté.

De plus en plus de filles mères se lancent dans le commerce ambulancier des vêtements usagés. Culottes, jupes, pantalons, chemises ou autres sur la tête, sur les épaules ou entre les mains, elles passent d'un lieu à un autre, d'un bureau à un autre. Elles parcourent des km chaque jour pour trouver de quoi nourrir et scolariser leurs enfants et payer le loyer. Un travail qui les met à l'abri de caprices de certains hommes qui nient ces grossesses ou refusent de prendre en charge leurs enfants. Seules, elles se battent pour les élever. On les voit dans les parkings, bistrot, bureaux et sur les artères... C'est très tôt matin au marché central qu'elles s'approvisionnent auprès des grossistes qui déballet des ballots de friperie. Elles font le premier choix. Parfois, elles prennent à crédit et payent après la vente. Godelive Utchu, sou-

riante, la trentaine révolue, au teint clair: *“C'est depuis 7 heures je suis ici. Grâce à ce commerce je paye chaque mois la prime de mon fils sans retard”*. Sa copine Chantal, explique que la précarité l'a contrainte à ce commerce qui l'aide aujourd'hui à se prendre en charge. *“Je collabore parfaitement avec ces filles. J'aide parfois celles qui viennent sans capital, même si certaines fuient avec la marchandise”*, note madame Jacky, une grossiste.

De nombreuses personnes qui n'ont pas le temps d'aller au marché pour trier les vêtements se réjouissent de les acheter directement sur leur lieu de travail. Cette clientèle de bureautique achète souvent cher car elles ne connaissent pas le prix sur le marché. Ce qui permet à ces filles de faire de bonnes affaires. *“Elles m'aident beaucoup. Avec mon travail, je n'ai pas le temps d'aller*

souvent au marché pour en acheter”, explique Pele Makomi, chef de dépôt de la compagnie aérienne FLY CONGO, qui en achète.

De travailleuses et non de prostituées

Souvent les mauvaises langues allèguent qu'elles profitent de l'avantage d'être reçu partout pour vendre également leur corps. *“La majorité s'habille sexy pour séduire les clients (hommes)”*, estime Assani, un ancien chef de dépôt de friperie. Un avis que réfute Constantine, une vendeuse ambulante qui fait ce commerce depuis six ans. *“Je m'habille bien pour attirer la clientèle. C'est une politique commerciale. mais on nous confond toujours avec les professionnelles de sexe. Je sillonne les rues et les bureaux pour chercher l'argent non pas pour blaguer avec ma vie”*, martèle-t-elle. *“Je suis fière de ces filles car il n'y a pas de sot métier”*, estime pour sa part une autre femme.

Cependant, ces filles sont harcelées sexuellement et moralement et humiliées. *“Nous sommes souvent sujet de menaces et d'humiliations de la part surtout des épouses de nos clients mariés”*, explique Constantine avec un regard triste. *“Nous subissons tout genre de harcèlement de nos clients qui confondent notre métier et celui de prostituées”* dénonce Pamela. Elle estime que c'est aux hommes de changer leur perception sur ces vendeuses.

Les Ong de défense et de protection des droits des femmes également n'intègrent pas encore ces filles dans leurs activités. *“Franchement, c'est une frange encore oubliée par nos sensibilisations. Pourtant, elles sont exposées aux IST et VIH/SIDA et aux violations de droits”*, reconnaît Claudine Bela, présidente du Centre d'Education et de Recherche pour les Droits de la femme. Pour sa part, Jacques Muzinga, des amis des Nelson Mandela pour les droits humains demande à toutes ces vendeuses ambulantes de friperie de regrouper en association pour mieux défendre leurs droits.

Maguy Libebele



De vendeuses des habits usagés en pleine rue © Mongongo

Mambi ma botongi makomi kotambwisa misala mpe kopesa mosolo

Misala mya botongi ndako mimononi mpenza mikolo miye. Na mpwasa, misala mina mingali mpenza mikolo miye mpo na babuki mabanga, bakumbi mabanga mpe bakati nzete ya mabaya, bakabinda to menusiers, ba maçon, bateki bisaleli bya botongi ndako bango banso wana babandi kozwa mwa mbano longola bobele nkita ibatelama nd'ebandi kokutwama.



Une carrière de sables à Mangobo © Mongongo

Uta mibu misato, bofungwami bwa Engumba Kisangani ongambo ya Zando ya monyele y'ekolo, misala mya botongi ndako mingali. Ndako ikomi kotongama o quartier inso ya Kisangani. Atako mpe babola bazongi sima te mpo ya botelimisi mwa etutu. Bakumi (riches) bazali kotonga hotels nzike, boko basusu o ntei ya bango bakotonga ndako ya bango mpenza. Bateki mabanga ma botongi ndako mpe zelo, bazwi mombongo kitoko ya kosalas. Bisika bya bopasoli mabanga bibotami ndenge na ndenge omatumu manso ma Engumba kisangani. Bobongisi balabala y'engumba kisangani engebene na linaka lya mbulamatali liye babyangi 5 chantiers, yango mpe ezali kosenge te bisaleli bya mosala ya botongi bizala biyike.

Mokolo na mokolo, mituka miyike mizali kokende obisika bazali kopasola mabanga, kobimisa zelo mpo ya bomemi mpe kotika o bisika bazali kotonga. "Tozali koyamba mokolo na mokolo mituka mitano miye mizali kokomela biso mpo ya bosombi mabanga, zelo mpe limonite" elobaki moko wa bateki.

Bosenga bokozalaka mingi mbele ya ba metele kibe mitano. Metele kibe moko mosengi misolo minei ya badollars y'ekolo y'amerika 4 dollars, oyo ya mabanga mapasolami, dollars mwambe nzokande mabanga babyangi moelon, metele kibe yoko itekemi na dollars zomi. Boko batongi bango bakopesaka mosolo yambo ya sanza moko to mibale "nazali na mosolo ya metele kibe nkama isato ya zelo eye nasengeli kopesa na batongi o nzela ya bangboka" elobaki Freddy, moko wa bateki. Kobuka mabanga mpo ya bobimisi maye mabyangemi moelon ezali bopemi te. "Maboko ma biso makoma makasi lokola mabanga. Tozali kobimisa metele kibe zomi na mokolo mpo tokoka komisa na ngonga esengeli bosenga bwa basombi" maloba ma Vicky, moko wa bapasoli mabanga wa mibu zomi na sambo.

O nse ya moyi mokasi, bilenge baye ba byangi bango ba boulonneurs, tolo polele bazali kotimola mpe kosukola na ntango ya bopemi, mabanga mana. Biloko bizinga biso biye bikoki kobatelama bimoni pasi. Carrière yoko o simisimi etimoli mabulu mazindo penza, nzete ya mbila mpe nzete isusu ikatemi na ndenge ya bolobi te. Bobele o nzela ya Simisimi o ntaka ya ba kilomètre pene na mwambe soki otali esika ena okokanisa te nzoku ilekaki wana. Kuna carrière ibale izwami mpe misala mizali kosalema mpe nzete yoko ezali komonono ata soki moke te. "Na botimolaka mabele mokolo na mokolo, mabele mazali kolemba, nzete ya mbila mpe nzete isusu izali kokweya yango penza" elobaki moko wa batimoli.

Bakumbi, Batongi, magazini ya boteki bisaleli ya botongi, ... o motango

Bakumbi mpe bazali kosepela. Bakofuta bango misolo mpene na dollars 35 to 50 na course yoko mpo na botiki mikumba mina. Bazali bayike baye basombi mituka ba byangi FUSO mpo basala mombongo mona mwa bokumbi bisaleli bina biye bizali kopesa mosolo.

Epayi esusu magazini iko tekeke bisaleli bya botongi ndako yango mpe imononi nzike mikolo miye : Mpau, Nkongo, singa ya mwinda mwa lotiliki, langi... itekemi na ndenge ya bolobi te. Mpe magazini ma boteki bina bibotami mikolo miye o matumu manso. Moto moko te atikali sima. Bakati nzete ya mabaya na bakabinda (menusier) banso bamipesi omosala mwango. Ba ingénieurs, mingi penza bilenge bakabinda (menusiers) baye bakobafutaka dollars isato to itano na mokolo ba tondi o bisika bya botongi binso. Atako mpe o ngambo y' eteyelo enene eye etali mambi ma botongi ndako motango mwa bayekoli mokoli.

Christian Uzilo



De jeunes réchauffent un four à briques à Mangobo © Mongongo

Site H : nkpokoso mpo y'ebikeleli ya basi ya basoda bakufela babali

Babali ba bango bakufa, basi ba basoda bana bazali lisusu kokoka kosunga libota te. Kpokoso mpo ya koleisa bana, kosalisa bango o tango ya bokono mpe kotangisa bango na mwa mosolo moke ya mbano bako pesa bango o misala misalaka babali ba bango.

Mokolo mwa mosala moko, mwa 13 sanza ya ibale, mobu nkoto ibale na zomi na ibale, basi pene na ntuku itano bakufela babali, bazalaki banso elongo o site H (hopitalo loye lotongama losila te o etando ya Mangobo) mpo ya kotombola mongongo mwa bango olikambo litali lifuta like liye Mbulamatali ezali kopesa bango. Ekufaka babali ba bango o bitumba, basi bana bazali komona mpasi mpo na kokomisa suka na sanza. Bango bazali kolula to kosenge te mosolo mwa bango mofutama na Ministère ya Défense Nationale esika te efutama o nzela ya Ministère ya Affaires Sociales. "Ministère ya Affaires Sociales ezali kotala mambi ma babola etali makambo ma basi babasoda baye bakufela babali ba bango te. Longola lifuti liye tokozwaka sanza na sanza litomba to mbano esusu ya malonga mazali te. Mpau, Nkongo ata mpe maseti, eloko moko na kati ya bisaleli bina bizali te. Boko biloko bya bolei mpe biloko bisusu biye bizali kopesama o ngambo ya Ministère ya Affaires Sociales bobele boko babola nde bazali kozwa kasi basi babasoda bana te. "O ntango ya nkondo Mobutu basi ba basoda bana bazalaka kofutama to kozwa lifuta o Ministère ya Défense moto na moto na unité ya mobali na ye. Ezali te ndenge tozali komono lelo oyo" ndenge elobaki mama Louise Isobela Molobeli wa basi bana.

Jean Marie Lofalata Wilombo, Chef wa bureau wa service Généraux, wa division ya affaires sociales, alimboli polele ndenge makambo mazali. "Ezalaki o mobu 2006 nde basi ba basoda baye bakufela babali babandaki kofutama na Ministère ya Affaires sociales na lisungi lya Banque Mondiale tee mokolo bakozongisaka bango. Ezali libunga linene soki bakolula te babanda to bazongisa lifuti ongambo ya Ministère ya

Défense pamba te elokomoko te elengelemi kuna". Pene na nkoto ibale na nkama sambo na motoba "2706" ya basi bana bakozwa mosolo o Division ena ya affaires sociales mpe mosolo mpene na ba millions ntuku isato na isato ya francs congolais ikobimaka sanza na sanza mpo na lifuti lina.

Ndenge elobaki ye lieutenant Kawaya, oyo azali attaché wa presse ya basoda o 9^{ème} region militaire, ba veuve to basi ya basoda bawa, bango bakoki koloba te te ministère ya Défense etala makambo ma bango. Ndenge eyebani na leta ya Congo, mapinga ma basoda y'ekolo makopesaka mosolo mona na Ministère ya Affaires Sociales mpe kuna bakozwaka yoko mbano ilengelemi to masalisi masusu mpo ya babola banso. Ndakisa lisalisi liye likopésamaka o bileko bya feti inene inene. Mpo na ye amoni te eloko ezali kopesa mwa kpokoso ezali ekela eye ebe ya boko balobeli ba bango bazali kozwa mpe kopunza masalisi mana.

Bobola bozanga nkombo

Basi baye, o bomoi bwa babali ba bango, basalaka kotolole ba byangi biometrique, bango bazali kozwa 50 000 Fc na sanza to mosolo mokokani na ba dollars ntuku itano na itano nzokande baye babali ba bango basalaka kotolole wana te bango bazali kozwa 10 800 Fc To Dollars zomi na ibale. Mosolo moke mona mozali kokoka te mpo na kotangisa bana, koleisa bango mpe kosalisa bango eleko bazwi bokono. Basi bana ba poni site H oyo esundolama mpo te bafanda. Division wa affaires sociales ezali kotikala na 500 Fc mpo na likambo litali Bakoni mpe Bawa. Eteni enene ya hopitalo site h yango ikabolami na biteni bisusu bike bike mpo na kobasunga mpo ya bolali. Bifelo bina bitiami nde nabiteni ya matoko mpe bimbusu ya bilamba

mpe bigbokoso. Boko bana bazali kolala na mabele na ntango ya bomibateli na mosikitele. Mpe motondo mwa ndako mokotanga o eleko ekonuka mbula. Biteni to bimbusu bya bilamba mpe ya bigbokoso bizali kobasunga mpo ya bozingi kikoso mpe biteni bya nzete bikosunga bango mpo ya kolambela. Makala mazali kpokoso mpo na bango kozwa. Robinet moko ya mayi mpo na bato nkama isato mpe bakosala molongo mpo ya kotoka mayi mana. Mpo na kozwa mwa eloko ya kotia na monoko, basi bana basengeli kosala mwa misala mike mike epayi ya bato mpo babika : kokata matiti, kolambela bato, ... Bana bazali kokende lisusu kelasi te. "Natika kotangisa na EP UMOJA mbula oyo mpamba te bana ba basoda bawa bafuta ka te. Ba mama na bango bazwaka lifuti likoki te" maloba ma mama Gulu, moko wa balakisi ba eteyelo ena eye ezwami o ntei ya Site H eteyelo eye nainu mbulamatali azwi yango o maboko maye te mpo ya kofuta balakisi.

John Lina

Mosolo mopesami engebene na grade

Basi bana bafutami engebene na grade iye babali ba bango bazalaki na yango. Colonel : 21 508 Fc, Major : 18 127 Fc, Capitaine : 17 049 Fc, Lieutenant : 15 974 Fc, Sous-lieutenant : 15 213 Fc, Adjudant Chef : 14 832 Fc, Adjudant 1^{ère} Classe : 14 638 Fc, Adjudant 2^{ème} Classe : 14 445 Fc, 1^{er} Sergent Major : 14 150 Fc, Sergent Major : 13 953 Fc, Premier Sergent : 13 461 Fc, Sergent : 12 674 Fc, Caporal : 11 336 fc, Soldat 2^{ème} Classe : 10 826 Fc

J. L.

Safari ya hatari juu ya camions yenye mizigo tele

Watu wengi kasafiri katika hatari ya kuu juu ya mizigo tele ndani ya gari. Safari yenyewe hufanyika kinyume na sheria.



Huko juu ya camion watu karibu kumi na tano wameikaa juu ya camion yenye mizigo tele. Magaribi ile mwezi wa pili, gari hilo limejitajarisha kuondoka parking ya 13ème avenue Tshopo ili kwenda safari. Pembeni ya gari kumefungwa kinga, godoro (mousses) na vivi hivi. Hali hii ni ya kila siku nafasi zote ambapo gari zimepakiza na kushusa watu kwenda na kutoka safari miji kama Lubutu, Butembo, Beni pia Ubundu ngambo ya pili ya bahari. Bila woga watu wametamani kubabana sababu ya bei chini. Wamekataa kulipa 40\$ ya bus Kisangani-Butembo kuliko camion ya Fuso bei ya 20\$. Ajali ni nyingi. “Mbiyo kupita kipimo, kugonga wanyama, kukosa kujua sheria ya njia, urevi,

mashimo ya maji njiani, yote yale yanaleta ajali (accidents)” amesema dereva huyo wa njia ya Banalia. Justin amemshukuru Mungu kufika mzima Kisangani kwa gari kutoka Beni akisema kuwa gari lenyewe lilirudia kinyumenyume kutoka juu ya mlima mizigo tele ndani na watu juu. Ila ajali haikutokea.

Barua ya serkali (circulaire) n°409/CAB/MIN/TVC/004/2011 ya juni tarehe 8 inakataza magari kubeba mizigo ao watu kupita kipimo. Kama sivyo gari lenye makosa litalipishwa amende. Sheria hii inakataza kutia maisha ya wasafiri (voyageurs) katika hatari ao kubeba watu katika magari isiyoruhusiwa.

Rahisi yaleta tabu

Hali ni ile ile hata katika mabus nzuri. Watu ni wengi kupita viti. “Unapolipa unazani utaikaa fasi yako mwenyewe, lakini unakuta mnakuwa wawili wawili na mizigo juu ya pale. Umeshindwa hata kutikisika mpaka ufike na miguu ikuvimbe” ameeleza kijana msafiri huyo. “Bus hii ni mwisho wa mali yangu. Sasa ni nani atanikataza kupakiza watu” amejibu kwa kisirani dereva mmoja bila kufahamu kama sheria imekataza kabisa kupakiza watu kupita kipimo. Patchimoni wa Association des chauffeurs du Congo (ACCO) “tumewahurumia wenye magari (propriétaires) kupakiza mizigo na watu kupita kipimo ili warudishe franka wanayolipa serkali tokea parking, njia yote mpaka wafike”.

Cha lazima kwa wenye gari ni mizigo na pesa. Maisha ya watu haiwaangalie. Ndiyo maana dereva (chauffeurs) wameendelea kupakiza watu njia yote hata wasiojulikana na mwenye gari. “Pesa tunazolipisha katusaidia kulipalipa askari na polisi” amefasiria Pascal, dereva wa njia ya Goma-Kisangani.

Fujo kutoka ofisi za serkali

Kila parking, kila barrière njiani, kumekuwepo ofisi za serkali kama vile Direction générale des Migration (DGM), ofisi usafirishaji (Service de Transport et voies de communication), Direction Générale des Impôts (DGI), jumlia ya wadereva (association des chauffeurs du Congo), polisi wa njia... Kazi ni kulipisha pesa bila kufata sheria. “Ofisi za serkali ni pesa tu, aziangalie kipimo cha mizigo ya camions” amesema msafiri mmoja akimshota kidole msafiri mwengine aliyeikaa juu ya camion. Ofisi ya usafirishaji (division des transports et voies de communication) imesema kuwa imekosa namna ya kutekeleza (appliquer) sheria.

Armand Makanisi, Christophe Tabantu na Flora Amwanga

Mtaa wa Kabondo umepata umeme

Nafasi moja moja mtaa wa Kabondo kumetiwa umeme (électricité). Kamba ya zamani tajari zimeondolewa na kubadirishwa na kamba nyipa kutoka Coopération Technique Belge. Umeme utarudishwa vile vile katika mitaa mingine siku zijazo. Shirika la umeme la SNEL limepanga kutengeneza vizuri sana barrage kunakotoka umeme, kuwa vema na wanaolipa kwa kutumia umeme ili kukomesha kabisa moto kukatikatika.

Siku ya posho ile tarehe 11 februari umeme uliwaka katika barabara moja moja ya mtaa wa Kabondo kisha miaka 5 ya giza. Watu walishangaa na kufurahi. Shirika la CEGELEC kwa msaada wa CTB limeondoa kamba ya tangu miaka ya 1930 – 1950 na kutia kamba nyipya. Wakati huo huo watu wamekatazwa kuunga moto kwa wizi nyumbani mwao huko mea wa jiji la Kisangani (maire de la ville) akijuta kuona wizi wa kamba, kichanga na vyombo vya kazi. Hapo zamani wakaaji walisahau maisha ya congélateurs, pasi (fer à repasser), televishen. Waliokuwa na vitu hivi walishindwa kabisa kuvitumia. Na waliokuwa na pato ya kutosha walihama kwenda mtaa wa Makiso. Biashara zikafifia kabisa. Groupes électrogènes zikatumiwa wakati wa mechi kubwa kubwa na habari za siasa. Hali hii ikasibitisha ajali nyingi ya moto (incendies) kutokana na ulinzi mbaya wa essence katika manyumba. Shirika la SNEL limeshindwa kuleta umeme mgini mzima na kupendelea kampeni (entreprises) na nafasi moja moja uzunguni (centre ville).

Lakini inaomba kulipa umeme

CEGELEC imetumia watu karibu 100 kuondoa kamba yote ya chuma yenye kutu na kuibadirisha na kamba inayozunguukwa na mpira (en caoutchouc) ndani ya udongo sentimeta 80. Ilipoondolea zamani ni vipande tu vya kamba vilivyooza, hali ambayo ilikuwa ikisababisha ajali.

Kiongozi wa SNEL amesema kuwa “SNEL ni shirika la serkali. Kwa hiyo lililokosa mamilioni ya kubadirisha kamba yote. Huko watumizi wa umeme wakikataa kulipa kama desturi”. Kazi hii itakapokwisha mitaa ya Kabondo, Makiso, Tshopo na Mangobo kutatiwa CVS (centres de vente et des services) nafasi ya agences commerciales.

Ni vigumu délestage kumalizika

Kubadirisha kamba haitoshe sababu inaomba vile vile kutengeneza turbine n°1 kwa kuongeza umeme wa barrage ya Tshopo. Turbine hii imekufa tangu miaka kumi. Mpango leo ni kutengeneza pia centrale n°3 iliyokufa vile vile tangu miaka kumi. Ikawa hivi umeme mjini utapanda kutoka mégawatts 13 kufika mégawatts 20 wakati sasa waaaji wamefika million 1 na nusu.

Kiongozi wa shirika la SNEL amesema itakuwa vigumu Kisangani ipate umeme bila kukatikatika (délestage) hata kama haitakuwa kama zamani. Kwa mfano centrale n°3 ikitumika saa helfu moja inaomba kupumizika saa 3 ao 4. Na wakati huo itaomba kukata umeme. Alain Nubourghwa CTB amesema kuwa kazi hii leo si kusema itabadirisha kamba ya zamani ya Kisangani mzima wala kurudisha umeme kwenye fasi zote zilizokosa. CTB itasaidia tu kilometa 170 ya moyenne tension na kilometa 320 ya basse tension. Inayobaki ni kazi ya SNEL.

John Lina

MONGONGO Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Ernest Mukuli

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Opala : Aimé Césaire Efang

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla, Serge César Ndahora
Anualite Unyuthi

Traduction

Lingala : Alexis Balingi

Swahili : Jean Fundi

Dessin : Roger Bamungu

Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel : (24 numéros) 30 \$.

Abonnement de soutien : 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.